



CONSEIL

Cent soixante-huitième session

29 novembre – 3 décembre 2021

Rapport de situation sur la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome

Résumé

Le présent document fait le point sur les progrès réalisés dans la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR). Le rapport fait état des réalisations concrètes accomplies dans le cadre de cette collaboration au titre des cinq priorités à plus longue échéance qui ont été convenues en 2020, l'objectif étant de renforcer davantage la collaboration entre les OSR s'inscrivant dans: i) la réforme du système des Nations Unies pour le développement; ii) le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires; iii) les quatre domaines de collaboration dans le contexte de la covid-19; iv) la mise en place d'un financement conjoint destiné à promouvoir la collaboration; v) la mise à profit des connaissances et la concrétisation de la collaboration sur le plan opérationnel.

Les OSR continuent à renforcer leurs efforts de collaboration, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et des suites à donner au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. De plus, les orientations futures de la collaboration entre les OSR s'appuient sur les décisions avisées prises à la suite de l'évaluation conjointe dont elle a fait l'objet en 2021 et qui montre la voie à suivre pour la renforcer et en améliorer l'efficacité.

Suite que les participants à la Réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme et le Conseil sont invités à donner

Les participants à la Réunion conjointe et le Conseil sont invités à prendre note du rapport de situation sur la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (ci-après «les OSR») et à formuler les indications voulues à ce sujet.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M^{me} Marcela Villarreal
Directrice de la Division des partenariats et de la collaboration au sein du
système des Nations Unies
Tél.: +39 06570 52346
Courriel: Marcela.Villarreal@fao.org



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



Programme
Alimentaire
Mondial

I. Introduction

A. Vue d'ensemble et objet

1. Les OSR s'étant engagés à tenir informés le Conseil de la FAO et les conseils d'administration du FIDA et du PAM des activités menées pendant l'année dans le cadre de leur collaboration, les trois organismes présentent ce rapport de situation annuel. Le présent document vise à informer les Membres du travail conjoint réalisé au cours de la période écoulée entre juillet 2020 et juin 2021 et à faire brièvement le point à partir d'informations issues du rapport de situation de 2020. Le rapport fait en particulier état des réalisations concrètes accomplies dans la période visée au titre des cinq priorités à plus longue échéance qui ont été convenues en 2020, l'objectif étant de renforcer encore davantage la collaboration entre les OSR s'inscrivant dans: i) la réforme du système des Nations Unies pour le développement; ii) le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires; iii) les quatre domaines de collaboration dans le contexte de la covid-19; iv) la mise en place d'un financement conjoint destiné à promouvoir la collaboration; v) la mise à profit des connaissances et la concrétisation de la collaboration sur le plan opérationnel. Le rapport met également à profit les résultats de l'évaluation conjointe indépendante de la collaboration entre les OSR, qui a été publiée en 2021.

2. Le chapitre I présente les activités conjointes menées pendant l'année écoulée. Le chapitre II propose une analyse plus détaillée de ces activités, et s'intéresse notamment de manière approfondie à des exemples de collaboration aux échelons mondial, régional et national. Pour terminer, le chapitre III expose une voie à suivre, sur la base de l'évaluation conjointe et des recommandations qui y figurent, dont il est pris acte, ainsi que des travaux qui sont menés dans le cadre des suites à donner au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, afin de renforcer la collaboration entre les OSR à l'aide d'activités communes de plus en plus ciblées et aux effets plus importants, en particulier aux échelons régional et national et dans la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

B. Introduction

3. Avant d'être frappé par la pandémie de covid-19, le monde était en mauvaise voie pour éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030. Aujourd'hui, la pandémie a rendu cet objectif bien plus difficile à atteindre. D'après le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, le nombre de personnes touchées par la faim a continué d'augmenter au cours de l'année 2020 sous l'effet de la pandémie de covid-19. Ainsi, les fléchissements économiques qui se sont produits par suite des mesures prises pour endiguer la pandémie de covid-19 ont contribué à l'une des poussées les plus fortes de la faim dans le monde depuis des décennies, et jusqu'à 161 millions de personnes supplémentaires ont souffert de la faim en 2020. De plus, la pandémie a mis en évidence les vulnérabilités des systèmes alimentaires qui sont apparues ces dernières années sous l'effet de facteurs importants tels que les conflits, la variabilité du climat et les pressions économiques. Dans de nombreux pays, ces facteurs importants se conjuguent de plus en plus souvent et leurs interactions fragilisent fortement la sécurité alimentaire et la nutrition et entraînent dans le même temps une aggravation de l'insécurité alimentaire aiguë dans le monde.

4. En dépit de ces difficultés, les OSR ont continué à collaborer pour contrecarrer les effets néfastes de la pandémie et s'acquitter de leur mandat tout en menant des actions conjointes. Chaque organisme a consacré du temps et des ressources à différentes opérations allant aussi bien de la réaffectation de fonds à des évaluations conjointes de la sécurité alimentaire, en passant par des planifications stratégiques, pour veiller à ce que les personnes les plus vulnérables continuent à recevoir l'attention et l'appui nécessaires.

C. Réalisations marquantes

5. En tant que chefs de file internationaux, les OSR ont continué de sensibiliser à l'importance de l'élimination de la faim et de la malnutrition dans différents cadres: des réunions internationales, des partenariats de haut niveau, des sessions de partage de connaissances ainsi que des réunions d'information et des consultations avec les Membres. En 2021, le Groupe consultatif de haut niveau des OSR s'est réuni à trois reprises et a examiné différents sujets, notamment le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Programme régional au Sahel (SD3C), les plans et programmes pilotes par pays des OSR, l'évaluation de la collaboration entre les OSR et des points administratifs. Ainsi, le Groupe consultatif continue à jouer un rôle clé dans l'échange d'informations, la coordination et la coopération entre les hauts responsables des trois organismes.
6. La FAO et le PAM ont préparé leurs Cadre stratégique et Plan stratégique respectifs tandis que le FIDA a mené à bien son douzième exercice de reconstitution de ses ressources. Tout au long du processus, les OSR se sont consultés et ont à chaque fois accordé une grande place à la collaboration. Pour la première fois, la FAO et le PAM ont également mené une consultation en ligne, qui a permis de recueillir des informations utiles dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre, respectivement, de leurs Cadre stratégique et Plan stratégique.
7. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la manifestation qui l'a précédé et les différents processus s'y rapportant figurent au rang des principales réalisations accomplies par les OSR à l'échelon international. Sachant que les OSR sont en grande partie responsables des suites à y donner, ceux-ci réfléchissent actuellement à la façon dont ils pourraient faire avancer ensemble les résultats du Sommet, les mettre en œuvre et en assurer le suivi.
8. Enfin, les OSR ont activement soutenu la Présidence italienne du G20 en 2021 et apporté des contributions techniques aux travaux de plusieurs groupes de travail, notamment ceux sur le développement et sur l'agriculture. Ces travaux ont abouti à la [Déclaration de Matera](#) sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires durables, qui a été adoptée conjointement par les ministres des affaires étrangères et les ministres du développement du G20. Dans la Déclaration, les signataires sont convenus de tenir leurs engagements en faveur des priorités en matière de sécurité alimentaire en redoublant d'efforts pour assurer une nutrition sûre et adéquate pour tous, mettre fin à toutes les formes de malnutrition et préserver la biodiversité agricole, ainsi qu'en s'appuyant sur la science, l'innovation, les pratiques commerciales avancées et un comportement responsable pour compléter les connaissances traditionnelles, la culture alimentaire locale et les pratiques exemplaires afin d'atteindre les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) n° 2.
9. On trouvera dans la section suivante, qui comprend plusieurs exemples détaillés, une analyse plus complète de la manière dont les OSR collaborent aux niveaux mondial, régional et national pour atteindre leurs objectifs à plus longue échéance et maximiser les effets des actions menées autour des systèmes alimentaires, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Si le rapport ne donne pas une liste exhaustive de l'ensemble des activités conjointes pour la période 2020-2021, il met en lumière les principaux aspects et priorités, y compris les situations où les organismes respectent leurs avantages comparatifs respectifs et celles où leur collaboration apporte une valeur ajoutée.

II. Collaboration 2020-2021 des organismes ayant leur siège à Rome aux niveaux mondial, régional et national

10. Le chapitre II fournit une analyse plus approfondie des activités de collaboration qui ont été menées cette année au niveau mondial et institutionnel et fait le point sur l'avancée des travaux aux échelons national et régional. Plusieurs exemples détaillés sont présentés pour illustrer les travaux des OSR et mettre en évidence la nature de leur collaboration.

D. Vue d'ensemble des activités de collaboration au niveau mondial

11. Les OSR collaborent depuis longtemps pour faire progresser la lutte contre la faim et la malnutrition au niveau mondial, agissant en qualité d'acteurs de premier plan lors de rencontres politiques et thématiques de haut niveau, d'experts de différents sujets, de chefs de file des opérations humanitaires de lutte contre la faim et de coordonnateurs de rassemblements mondiaux de parties prenantes. Leur collaboration au niveau mondial s'étend au travail indispensable accompli dans le nexus action humanitaire-développement-paix et dans les différents aspects de la transformation des systèmes agroalimentaires, travail qui produit d'importants résultats dans les pays et englobe des actions concertées qui ont bien avancé au cours de la période 2020-2021, visée dans ce rapport. En premier lieu, les OSR ont collaboré énergiquement pour préparer la manifestation qui a précédé le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ainsi que le Sommet en lui-même afin de tirer parti des systèmes alimentaires du monde entier pour favoriser la reprise après la pandémie de covid-19 et la réalisation des 17 ODD d'ici à 2030. Les OSR ont également poursuivi leur action commune dans des domaines thématiques, tels que la nutrition, la problématique du genre et la résilience, au moyen d'échanges réguliers de connaissances techniques, d'enseignements tirés de leur expérience et de bonnes pratiques. De plus, ils ont maintenu leur collaboration dans le cadre d'initiatives de portée mondiale qui se concrétisent directement par des actions humanitaires sur le terrain. On peut citer à ce titre leur coopération dans le contexte du module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire, ainsi que leur participation à la publication de l'édition 2021 du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* et du rapport mondial sur les crises alimentaires. Enfin, les OSR ont continué à rassembler diverses parties concernées afin de faciliter le partage des connaissances, l'élaboration des politiques et la sensibilisation grâce à leur rôle prépondérant au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale.

12. Collaboration entre les OSR dans le contexte du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Contexte: La dynamique engagée avant le Sommet et le Sommet lui-même ont contribué à mettre en avant les systèmes alimentaires et à accroître leur intérêt politique aux niveaux mondial et national. Au cours des 18 derniers mois, les OSR ont travaillé de concert à tous les niveaux en prenant part aux différents processus en rapport avec le Sommet qui étaient nécessaires pour atteindre cet objectif. Par exemple, en tant qu'organismes chefs de file du système des Nations Unies, les OSR ont concouru aux pistes d'action 1, 4 et 5 et apporté leur expertise technique au titre de différents produits et solutions dans l'ensemble des pistes d'action. En outre, le personnel des OSR a été associé aux cinq pistes d'action qui ont été définies pour veiller à ce que leur travail concorde avec celles-ci et tirer parti des synergies et des atouts. Les OSR ont également engagé des ressources humaines et financières importantes, qui ont notamment permis d'organiser le Pré-Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et de constituer le Fonds fiduciaire pour le Sommet.

Résultats: Les OSR ont contribué dans une large mesure aux travaux du groupe scientifique, en communiquant des données et des analyses, ainsi qu'aux rapports fondés sur des éléments factuels. De plus, ils ont créé et codirigé des initiatives multipartites et des coalitions portant sur différents thèmes, au rang desquels figurent l'éradication de la faim, l'alimentation saine, les repas scolaires universels, l'alliance Food is Never Waste, l'agroécologie, la croissance durable de la productivité, l'alimentation issue des systèmes aquatiques et de la production bleue, les emplois et les revenus décents et l'initiative Agriculture Innovation Mission for Climate. De la même façon, les OSR ont également contribué à développer les solutions fondées sur la nature, à renforcer la résilience et à mettre en avant le rôle important des ressources financières, de l'innovation et d'autres moyens d'action. Ils ont en outre aidé des gouvernements nationaux à organiser des dialogues dans les pays, qui ont permis d'élaborer des orientations nationales pour la transformation des systèmes alimentaires.

Les OSR et les autres institutions du système des Nations Unies, en collaboration avec la Vice-Secrétaire générale, l'Envoyée spéciale et le Secrétariat du Sommet, mettent au point la version définitive de l'approche relative aux suites à donner au Sommet, qui s'appuiera en grande partie sur les retours d'information des Membres, les avis du Secrétaire général et les initiatives déployées par le système des Nations Unies, des organisations internationales, des acteurs non étatiques et toutes les parties concernées. Pour la suite, il a été convenu que la FAO accueillerait le centre de coordination sur les systèmes alimentaires, dont l'équipe sera composée de personnel détaché des OSR, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui assureront une transition fluide après le Sommet, sans créer de nouvelle structure. Par ailleurs, les OSR s'accordent aussi sur le fait que les suites à donner au sommet sont l'occasion d'améliorer leur collaboration de manière stratégique, en particulier au niveau des pays et dans l'aide apportée aux pouvoirs publics dans la mise en œuvre des orientations nationales, la mise sur pied de plateformes nationales et l'amélioration des processus de planification stratégique et de politique générale ainsi que des initiatives techniques. La transformation des systèmes agroalimentaires a pour objectif, en fin de compte, de stimuler le redressement après la pandémie de covid-19 et de remettre le monde sur la bonne voie pour atteindre les 17 ODD.

13. Maximiser l'efficacité et la complémentarité de l'action en faveur de la nutrition

Contexte: ONU-Nutrition, qui a été officiellement lancé le 1^{er} janvier 2021, est un mécanisme de coordination et de collaboration entre les institutions des Nations Unies qui intéresse la nutrition aux niveaux mondial et national. Il résulte de la fusion du Réseau du système des Nations Unies pour le renforcement de la nutrition (SUN), qui a été créé en 2013 par la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition, mis sur pied en 1977 par le Conseil économique et social des Nations Unies. Les OSR jouaient un rôle de premier plan dans ces organismes et ont par la suite contribué de manière significative à leur fusion, avec l'ambition commune de réduire les doublons et d'accroître le plus possible les gains d'efficacité, conformément aux principes qui sous-tendent la réforme du système des Nations Unies. Dans la collaboration engagée pour tirer parti de leur complémentarité, les OSR ont intégré et rationalisé leurs efforts pour faire face à l'évolution de la situation sur le front de la nutrition et mettre un terme à la malnutrition sous toutes ses formes.

Résultats: Les OSR, qui ont mené le processus de fusion, continuent à jouer un rôle central dans le cadre d'ONU-Nutrition, dont le Comité directeur est composé de la FAO, du PAM et du FIDA, qui en sont les membres principaux et auxquels viennent s'ajouter l'UNICEF et l'OMS. La FAO héberge le nouvel organisme et contribue avec le PAM et l'UNICEF à la dotation en personnel de son Secrétariat. La FAO, le FIDA et l'OMS apportent un appui financier à ONU-Nutrition. Le PNUE et l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui font partie des membres siégeant par roulement, lui apportent également un appui financier.

Fin 2019, la FAO et le PAM ont dressé un inventaire des supports qui guident actuellement les démarches sur la nutrition en milieu scolaire dans le monde ainsi que de ceux qu'il est prévu de créer. Il en est ressorti qu'il était nécessaire de renforcer de toute urgence la coordination et la cohérence de l'approche à l'échelle du système des Nations Unies pour faire progresser l'action en faveur de la nutrition dans les écoles. Une communauté de pratique sur la nutrition en milieu scolaire a été créée et les OSR préconisent qu'elle soit animée et hébergée par ONU-Nutrition. Elle est composée de représentants de plusieurs organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales, qui ont pour ambition d'orienter leurs efforts dans la même direction, d'échanger des connaissances, de réduire les doublons, d'améliorer la visibilité des instruments d'orientation sur la nutrition en milieu scolaire et d'optimiser les investissements s'y rapportant. Cette initiative a permis d'améliorer les partenariats entre des organismes qui pourraient jouer un rôle central dans la

Coalition pour l'alimentation scolaire qui a été lancée à l'occasion du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. La communauté de pratique montre comment la collaboration des OSR a permis de fédérer le système des Nations Unies autour d'une démarche visant à accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs et des cibles en matière de nutrition à tous les niveaux.

14. Action commune des OSR dans la lutte contre la faim dans les contextes de crise humanitaire

Contexte: Face à l'insécurité alimentaire aiguë, qui n'a cessé de progresser partout dans le monde ces dernières années, les OSR ont renforcé leur action commune pour éviter la famine et éloigner des millions de personnes du précipice dans le cadre de l'équipe spéciale de haut niveau sur la prévention de la famine, qui a été créée par le Secrétaire général et qui compte la FAO et le PAM au rang de ses membres principaux. Les OSR collaborent activement au niveau mondial dans la lutte contre la faim dans les contextes de crise humanitaire en menant des actions conjointes de sensibilisation et en produisant des analyses de haut niveau, comme le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, le rapport mondial sur les crises alimentaires et le rapport sur les points névralgiques de la faim. Ces produits de gestion des connaissances contiennent des informations fiables et actualisées sur des situations particulièrement complexes et instables et sont conçus pour renforcer les interventions en faveur de la sécurité alimentaire à tous les niveaux dans les contextes d'urgence humanitaire. Parallèlement à leur rôle de premier plan dans les réflexions sur le sujet au niveau mondial, les OSR coordonnent des actions liées à la sécurité alimentaire sur le terrain par l'intermédiaire d'un vaste réseau efficace de partenariats. Le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire est l'un des principaux mécanismes qui permet à la FAO et au PAM d'associer les partenaires aux niveaux mondial, régional et national dans les efforts menés pour répondre de manière rapide et cohérente aux besoins en matière de sécurité alimentaire des populations frappées par des crises humanitaires. À l'heure actuelle, le module soutient 64 organisations partenaires dans 33 pays classés parmi les plus vulnérables dans le monde en coordonnant plus de 2 000 institutions et parties prenantes, dont des pouvoirs publics, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations de la société civile et des organismes du système des Nations Unies. Pour adapter davantage les actions au contexte d'intervention et améliorer leur dimension stratégique, le module met à profit les analyses du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et du Cadre harmonisé (CH), qui sont essentielles pour classer l'ampleur et la gravité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Résultats: Pendant la période considérée dans ce rapport, le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire a coordonné des interventions d'urgence axées sur la sécurité alimentaire d'une valeur de plus de 2 milliards d'USD dans des contextes de crise humanitaire aux quatre coins du globe. Son équipe a élaboré un tableau de bord des financements internationaux pour assurer un suivi des montants reçus par chaque pays et des besoins, en tenant compte des volets consacrés à la sécurité alimentaire dans les plans d'intervention humanitaire de 2020, notamment le plan d'intervention face à la covid-19. Les plans d'intervention humanitaire sont en grande partie élaborés à partir du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, une norme commune universelle qui dresse une classification de l'insécurité alimentaire dans près des deux tiers des pays touchés par les crises alimentaires les plus graves. En collaboration avec les autorités nationales et des partenaires locaux, le module a continué à mettre sur pied et à consolider des mécanismes de coordination au niveau infranational afin d'éviter les doublons et d'établir des partenariats fondés sur une approche consultative entre les échelons national et mondial. Le module apporte également un soutien utile au Réseau mondial contre les crises alimentaires dans le cadre de l'élaboration des programmes de résilience et de développement à plus longue échéance, grâce à une meilleure compréhension des facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire et à une mise en correspondance des intervenants.

Ces initiatives de portée mondiale permettent également de bâtir un socle solide pour les collaborations au niveau national. Par exemple, en novembre 2020, une coalition multipartite financée par l'Union européenne et la Norvège a mis en œuvre un programme conjoint des Nations Unies visant à renforcer la résilience dans les zones urbaines et rurales et à faire émerger des conditions propices au redressement en Syrie. Cette coalition regroupe la FAO, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ONU-Habitat, le PAM, le PNUD et l'UNICEF, qui mènent à bien, en étant «Unis dans l'action», des interventions multisectorielles visant à renforcer la résilience sur la base d'analyses relatives à la nutrition, à l'alimentation scolaire et aux vulnérabilités dans le cadre de différents programmes.

15. La collaboration des OSR, socle du CSA

Contexte: La FAO, le FIDA et le PAM ont poursuivi leur collaboration dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et ont apporté une contribution régulière à l'établissement de son orientation stratégique en participant de manière assidue aux réunions du Bureau et du Groupe consultatif et aux travaux des axes thématiques. Les OSR appuient avant tout le CSA en hébergeant et en soutenant financièrement le Secrétariat. De plus, le CSA bénéficie d'un appui technique du personnel des OSR ainsi que de leurs compétences spécialisées dans des domaines thématiques, notamment en ce qui concerne la problématique du genre, les jeunes et d'autres questions liées à l'inclusion sociale ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition et les objectifs s'y rapportant du Programme 2030. Cet appui passe par la participation à des consultations informelles et la coordination d'événements organisés conjointement. Les OSR garantissent ainsi la bonne continuité des opérations au sein du Secrétariat et un niveau important de mobilisation, même dans ce contexte de pandémie mondiale.

Résultats: Pendant la période considérée, les OSR ont continué à promouvoir et à faire adopter les produits du CSA en matière de politiques en tant qu'instruments contribuant à accélérer les progrès dans la mise en œuvre des ODD. Les OSR ont collaboré activement avec le CSA pour élaborer les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, assurant le suivi de l'utilisation et de l'application des recommandations du CSA en matière de politiques et fournissant des orientations sur les approches agroécologiques et autres approches novatrices. Ils ont souligné que ces Directives volontaires étaient importantes pour assurer la cohérence entre les politiques dans différents domaines et qu'elles devaient aider les gouvernements et d'autres parties prenantes à reconfigurer les systèmes alimentaires pour que chacun bénéficie durablement d'une meilleure nutrition. À travers les 105 recommandations qui y figurent, les Directives volontaires définissent les contours des actions à mener dans toute une série de secteurs pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la faim et de la malnutrition tout en réduisant l'incidence des systèmes alimentaires sur l'environnement et le climat.

Le CSA, avec le soutien solide des OSR, restera une plateforme de premier plan regroupant des parties prenantes du monde entier qui œuvrent à la concrétisation des composantes des ODD liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

16. Les OSR, chefs de file de la Décennie pour l'agriculture familiale

Contexte: L'agriculture familiale est la principale forme de production agricole dans le monde et l'une des principales activités contribuant au développement durable. Les agriculteurs familiaux peuvent jouer un rôle important dans les systèmes agroalimentaires durables, mais sont, pour la plupart, confrontés à des niveaux importants de pauvreté et de malnutrition. Pour les aider à contribuer de manière décisive à la réalisation de l'intégralité des ODD, l'Assemblée générale a proclamé la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale en 2019. La Décennie offre un

cadre dans lequel les pays peuvent réfléchir à l'importance de l'agriculture familiale et faire face à ses enjeux en mettant au point et en œuvre des plans d'investissements et des politiques publiques ciblés. Comme le prévoit la résolution portant création de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, la FAO et le FIDA codirigent sa mise en œuvre.

Résultats: Après avoir constitué le Secrétariat conjoint, la FAO et le FIDA ont organisé, sous la supervision du Comité de pilotage international de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, une consultation pour préparer le Plan d'action global, ensemble d'orientations détaillées sur l'exécution des activités prévues dans le cadre de la Décennie élaboré à partir de contributions de tous les acteurs concernés des quatre coins du globe. Avec l'accompagnement du Comité de pilotage international, où siège également le PAM, le Secrétariat conjoint facilite la mise en œuvre de la Décennie au niveau mondial en organisant les activités de communication, de sensibilisation et de diffusion et en élaborant des produits mondiaux pour les besoins des interventions technique aux niveaux régional et national. Il appuie les travaux menés au sein d'instances et de plateformes multi-acteurs au niveau national pour élaborer et mettre en œuvre des cadres d'action soutenant l'agriculture familiale (plans d'action nationaux). L'ambition est de créer 100 plans d'action nationaux d'ici à 2024: neuf plans ont été approuvés et sont en cours de mise en œuvre, quatre plans sont en phase de rédaction et des progrès importants ont été accomplis dans la mobilisation d'acteurs qui contribueront à la rédaction de ces plans dans 35 pays. En outre, plus de 1 580 parties intéressées ont été associés à des processus de dialogue, dont 966 organisations et fédérations d'agriculteurs familiaux. Soixante-cinq mécanismes de coordination intersectorielle ont été mis en place et 85 lois, politiques et règlements visant à appuyer l'agriculture familiale ont été élaborés et adoptés.

Par exemple, le plan d'action national pour l'agriculture familiale aux Philippines (Philippine Action Plan for Family Farming, PAP4FF) a été élaboré avec le soutien continu de la FAO et du FIDA, qui ont apporté: i) un accompagnement auprès des autorités publiques et des représentants d'organisations d'agriculteurs, d'organisations de la société civile et d'autres parties prenantes; ii) un soutien en matière d'exploitation des connaissances; iii) une assistance technique; et iv) un soutien financier.

Enfin, en dépit de la propagation de la covid-19 et des mesures visant à freiner sa transmission qui ont entraîné des difficultés supplémentaires pour les agriculteurs familiaux, il est important de noter que le Plan d'action global a également permis d'aider les populations à faire face aux effets immédiats et a contribué à la refonte à moyen terme des sociétés et des économies rurales.

E. Collaboration aux niveaux régional et national

17. Les OSR poursuivent leur collaboration régionale et nationale, qui s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et y apporte une dimension complémentaire. Les organismes sis à Rome reconnaissent que la réforme leur donne l'occasion de collaborer sur le terrain afin de recenser les priorités et les actions communes qu'ils peuvent engager, et font ainsi encore davantage la promotion du principe de l'unité d'action qui est défendu par le Secrétaire général.

18. Dans le contexte de pandémie qui continuait à porter préjudice aux moyens d'existence, les OSR ont contribué à l'intervention socioéconomique engagée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour faire face à la covid-19 en réalisant des évaluations contextuelles des effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition. S'agissant de la feuille de route de l'ONU en matière d'efficacité, les OSR ont également continué à concourir aux stratégies relatives aux activités d'appui au niveau des pays, occasion remarquable de définir et d'exploiter des services communs pour, à terme, obtenir des gains d'efficacité et éviter des dépenses. De plus, les OSR ont continué à mettre en œuvre et à renforcer des

programmes conjoints des Nations Unies, en particulier le Programme conjoint au Sahel en réponse aux défis covid-19, conflits et changements climatiques (SD3C, son acronyme en anglais), qui est particulièrement représentatif de la démarche collective engagée par les OSR pour définir des activités et des objectifs communs au niveau régional. Enfin, les OSR ont poursuivi leurs efforts concertés au niveau national pour enrichir les analyses communes de pays et établir le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. En œuvrant ensemble directement dès le début de leurs opérations, les OSR ont pu arrêter des priorités communes qu'ils ont pu défendre auprès des équipes de pays des Nations Unies. Ces collaborations régionales et nationales se sont poursuivies dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, comme cela est exposé en détail dans les exemples ci-dessous.

19. Collaborer pour porter les efforts à leur plus haut niveau dans la lutte contre la covid-19

Contexte: Depuis le début de la pandémie de covid-19, les OSR jouent un rôle central dans l'évaluation des effets de cette crise sans précédent sur les moyens d'existence, le commerce des aliments, les marchés, les chaînes d'approvisionnement alimentaire et l'élevage dans le monde entier, ainsi que dans les actions menées pour les contrecarrer. Ils se sont ainsi coordonnés à tous les niveaux dans quatre domaines d'intervention: i) planification et programmation par pays; ii) appui aux analyses et aux politiques; iii) sensibilisation et partage d'informations; et iv) continuité des opérations. Dans plusieurs pays, les OSR ont mené une évaluation contextuelle des effets de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition nationales. Chaque évaluation a permis de communiquer des données sur les effets de la pandémie sur les systèmes agricoles, alimentaires et nutritionnels nationaux en vue de rendre plus efficace la prise de décisions pour le compte d'acteurs engagés dans les interventions (par exemple les pouvoirs publics, les ONG locales, les OSR eux-mêmes et d'autres organismes des Nations Unies).

Résultats: Les OSR ont évalué les effets de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans des pays de toutes les régions du monde, ce qui a permis aux acteurs nationaux de disposer des données exploitables nécessaires pour élaborer des mesures d'atténuation efficaces. Par exemple, l'évaluation des effets qui a été menée en Égypte a permis de lancer, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres, une campagne d'information sur la production agroalimentaire et sur les mesures de sécurité applicables à la manipulation des aliments. De la même façon, l'évaluation menée en Bolivie a permis à cette dernière d'être l'un des premiers pays au monde à disposer d'un diagnostic et d'un plan de redressement. Les résultats de ces évaluations ont servi à renforcer la prise de décisions locales et nationales visant à atténuer les effets de la pandémie et à faciliter la production, la circulation et la distribution de produits essentiels pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les OSR ont également développé conjointement des programmes à partir des analyses approfondies des évaluations, comme cela est illustré dans les exemples suivants.

S'agissant de la question de l'alimentation scolaire, les OSR ont apporté leur concours à un programme d'alimentation scolaire au Guatemala, qui vise à améliorer la nutrition des écoliers et grâce auquel la distribution de repas sains s'est poursuivie dans le contexte de la covid-19. En substitution des repas préparés dans les écoles, des associations d'agriculteurs et de parents ont préparé des colis qui ont été distribués aux parents afin qu'ils puissent emporter ces produits alimentaires et cuisiner des repas chez eux. En dépit de la fermeture des marchés, les agriculteurs ont pu continuer à distribuer les aliments car ils étaient produits localement.

En collaboration avec le Ministère de l'agriculture et des forêts de la Sierra Leone, la FAO, le FIDA et le PAM ont participé aux préparatifs d'une évaluation d'urgence réalisée dans le cadre du système de suivi de la sécurité alimentaire afin de mieux comprendre les effets de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire. Grâce aux données qui ont été recueillies, les principales parties prenantes ont pu définir leurs actions de lutte contre l'insécurité alimentaire. Ces données

ont permis de circonscrire les périmètres géographiques d'intervention face à la covid-19 en répondant en priorité aux besoins des populations les plus vulnérables. Pour veiller à ce que les opérations de collecte de données ne contribuent pas à la propagation du virus, les entretiens auprès des ménages ont été menés par téléphone dans les zones urbaines et en face à face dans les zones rurales, avec des mesures renforcées de prévention et de maîtrise des infections.

Défis, facteurs favorables et enseignements tirés: La collaboration entre les trois organismes ayant leur siège à Rome, qui ont tiré profit de leurs avantages comparatifs et de leur expertise technique, a considérablement renforcé leur capacité à mener à bien des évaluations approfondies des effets de la pandémie de covid-19, ce qui leur a donné les moyens de progresser dans la réalisation de leurs objectifs communs en matière de sécurité alimentaire dans ce contexte. Compte tenu des conséquences durables de la covid-19 sur la sécurité alimentaire dans le monde, les OSR s'appuieront sur cette expérience et sur les synergies qui ont été créées pour intensifier leur collaboration dans ce domaine.

20. Collaboration au niveau des pays autour de la Stratégie relative aux activités d'appui

Contexte: Dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, qui est actuellement mise en œuvre pour renforcer la cohérence et améliorer le rapport coût-efficacité de l'aide déployée par les Nations Unies dans le monde, des actions sont menées pour que les gains obtenus puissent être réinvestis dans des activités de développement. Les OSR se sont engagés à adopter la feuille de route en matière d'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en marquant leur adhésion aux trois catalyseurs s'y rapportant, comme l'atteste la signature par chacun d'entre eux de la Déclaration de reconnaissance mutuelle. Ils estiment qu'il est utile d'axer les efforts sur la collaboration administrative et de faire concorder étroitement les activités institutionnelles dans les pays et les régions avec les efforts qui sont déployés dans le contexte plus large de la feuille de route de l'ONU.

La Stratégie relative aux activités d'appui, qui en est l'une des principales initiatives, est un cadre destiné à promouvoir et à faciliter la prestation de services communs partagés au sein des équipes de pays des Nations Unies. À partir de la structure et des orientations qu'elle fournit, les équipes peuvent assurer la planification, la gestion, le suivi et la communication des activités d'appui communes. Lors de l'élaboration de la Stratégie relative aux activités d'appui, les organismes des Nations Unies définissent des services communs: au moins un organisme est désigné d'un commun accord pour assumer une fonction de direction, et les autres entités intéressées par l'utilisation des services ont un rôle de «participants». La Stratégie relative aux activités d'appui offre un cadre axé sur les résultats qui est structuré autour de six lignes de services communs: finances, ressources humaines et administration, services de technologies de l'information et de la communication, logistique et achats.

Résultats: Les OSR sont activement engagés dans la Stratégie relative aux activités d'appui au niveau national dans les six domaines et attendent des gains d'efficacité et d'efficacités qui se concrétiseront avant tout sous la forme d'une réduction des dépenses et d'une amélioration de la qualité grâce aux économies d'échelle. D'après les données recueillies par le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies, les OSR sont responsables de la gestion d'un nombre important de gammes de service. Par exemple, la FAO gère à présent les services d'assurance de l'équipe des Nations Unies au Burundi, et le PAM les services de formation du personnel en Égypte. Le PAM a réussi à inscrire la plateforme de réservation des Nations Unies pour le personnel humanitaire dans le cadre de la Stratégie comme service commun à haut rendement pour les projets pilotes de covoiturage à l'appui de la mise en œuvre de la Stratégie. Signataire d'un accord d'accès sur le terrain à la plateforme de réservation du PAM, le FIDA ambitionne d'engager une transformation numérique des services de transport de passagers dans les pays et veut rendre opérationnel un service de covoiturage interinstitutions, comme c'est déjà le cas

dans trois pays, en proposant des services de transport dont il pourra aussi bénéficier dans le monde entier. De plus, les OSR participent à des services qui sont gérés par d'autres organismes. La FAO gère 45 lignes de services communs et le PAM en gère 253. Dans l'ensemble, d'après les projections de la version 2.0 de la Stratégie relative aux activités d'appui (établies fin septembre 2021), les efforts déployés au niveau des bureaux de pays devraient permettre aux OSR de s'affranchir de dépenses dans 3 091 lignes de services communs au cours des cinq années à venir.

Défis, facteurs favorables et enseignements tirés: Il est important de noter que les OSR prennent part individuellement à la Stratégie relative aux activités d'appui et que leur collaboration au niveau des services communs dans les pays s'opère dans le cadre de processus plus larges de réforme des Nations Unies. Ainsi, la réforme du système des Nations Unies pour le développement est l'occasion d'obtenir des gains d'efficacité plus importants et les trois organismes peuvent en profiter pour concentrer leur action concertée au niveau des pays sur le travail conjoint lié à la programmation, aux politiques et à la sensibilisation.

21. Point sur le Programme SD3C, un exemple de financement du FIDA qui favorise la collaboration régionale des OSR

Contexte: Le Conseil d'administration du FIDA a approuvé le Programme conjoint au Sahel en réponse aux défis covid-19, conflits et changements climatiques (SD3C) en décembre 2020. Le Programme a été conçu avec le concours d'une vaste équipe d'experts techniques du Centre d'investissement de la FAO qui a facilité les négociations et les étapes initiales de mise en œuvre en association étroite avec l'ensemble des organismes et des pouvoirs publics. Cinq accords de financement (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad) et une déclaration d'intention (Mauritanie) ont été signés le 13 février 2021 à N'Djaména (Tchad) lors de la réunion du Conseil des Ministres du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel). L'approbation du Programme et la signature des accords sont le fruit d'un processus de consultation d'un an auquel ont participé les trois OSR. Le Programme SD3C a été initialement conceptualisé en mars 2020, après une demande officielle d'appui des pays du G5 Sahel et du Sénégal face aux défis posés par la covid-19, les conflits et le changement climatique. Il sera mis en œuvre pendant une période six ans avec un appui financier de 109 millions d'USD du FIDA et de 71 millions d'USD du Fonds vert pour le climat (FVC) et l'appui d'autres pourvoyeurs de fonds, pour un montant total de 180 millions d'USD. Dans le cadre de cette collaboration phare, les OSR conjuguent leurs expériences et leurs avantages comparatifs respectifs pour les besoins de l'exécution du Programme. Tandis que le FIDA apportera un soutien financier et technique et un appui à la coordination, la FAO et le PAM apporteront un soutien technique qu'ils complèteront par un accompagnement dans la mise en œuvre du Programme. De plus, un appui financier conjoint est attendu de la part du FVC et d'autres pourvoyeurs de fonds. Le Centre d'investissement de la FAO, en tant que partenaire de longue date du FIDA, continuera de concourir à la conception et à la coordination de cette initiative et de nombreux autres projets d'investissement¹.

Résultats: Le Programme SD3C prêtera assistance à 854 000 personnes vulnérables (50 pour cent de femmes et 40 pour cent de jeunes) de 123 000 ménages ruraux dans les six pays concernés. Les quatre principaux objectifs sont les suivants: *i) consolider et améliorer la productivité des petits exploitants dans les zones transfrontalières; ii) améliorer les chaînes d'approvisionnement transfrontalières des intrants et des produits agricoles; iii) réduire les conflits et promouvoir des transactions économiques sécurisées; iv) appliquer des approches axées sur les systèmes alimentaires visant à promouvoir la durabilité économique, sociale et environnementale.*

¹ Entre 2015 et 2020, le Centre d'investissement de la FAO a contribué à la conception de 48 projets d'investissement financés par le FIDA, pour un montant total de 4,3 milliards d'USD.

Le Programme SD3C est le premier projet régional financé par le FIDA qui a été conçu et mis en œuvre par les trois OSR avec un niveau important de coordination. Les OSR ont collaboré directement dès la conceptualisation du projet au lieu de travailler en commun a posteriori dans le cadre de programmes existants. Ils ont ainsi pu nouer des relations de meilleure qualité, mieux comprendre leurs priorités respectives et approfondir leur réflexion stratégique sur le développement de complémentarités dans le cadre des programmes existants exécutés par les trois organismes au Sahel. Des activités ont d'ores et déjà démarré sur le terrain, un lancement rapide rendu possible par un modèle novateur puisque le Programme SD3C est intégré dans des programmes financés par le FIDA qui sont déjà en cours de mise en œuvre dans les six pays concernés. Près de 5 millions d'USD ont été décaissés pour les activités de 2021.

Défis, facteurs favorables et enseignements tirés: Dans les mois à venir, l'un des défis à relever par les trois organismes sera de mobiliser des fonds supplémentaires pour le Programme SD3C. Des donateurs (notamment l'Allemagne, le Danemark, l'Italie et les Pays-Bas) ont déjà indiqué clairement leur souhait de rejoindre l'initiative. L'un des autres défis concernera la mise en œuvre du Programme grâce à un travail de coordination et de planification conjoint dynamique.

22. Poursuite de l'action conjointe au Kenya dans le cadre de la réforme des Nations Unies

Contexte: Dans sa présentation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et de l'outil d'analyse commune de pays, le Secrétaire général a indiqué que ces derniers donneraient aux organismes des Nations Unies une orientation stratégique cohérente pour leur action concertée dans les pays. L'action conjointe des OSR au Kenya est un exemple d'utilisation concrète de ces outils. Depuis l'officialisation de leur collaboration dans un protocole d'accord (2016-2018), les OSR se sont associés pour apporter un appui à des petits exploitants afin qu'ils puissent accroître leur productivité et leur rentabilité à l'aide de variétés résistantes à la sécheresse, d'un programme innovant de bons électroniques pour les intrants agricoles, d'une agriculture de conservation, de technologies à valeur ajoutée et de liens entre les marchés. Cette coordination renforcée est pleinement en phase avec la mise en œuvre actuelle de la réforme des Nations Unies et les équipes au Kenya reconnaissent combien l'analyse conjointe des OSR est importante pour enrichir l'analyse commune du pays et renforcer le Plan-cadre.

Résultats: Pour concrétiser davantage leur collaboration, tout en tenant compte des conclusions et des recommandations de l'évaluation conjointe interne dont elle a fait l'objet, les équipes de pays des OSR au Kenya ont élaboré un nouvel accord portant sur la collaboration de ces organismes au niveau national pour la période 2021-2023. Cet accord, dont la signature est prévue au quatrième trimestre 2021, délimitera un cadre qui facilitera la collaboration entre les parties en renforçant davantage la coopération, la coordination et la synergie entre les OSR. L'accord des OSR s'appuie sur les résultats obtenus précédemment avec des petits exploitants en encourageant une plus grande collaboration dans trois domaines spécifiques: i) les politiques; ii) les programmes et les opérations; et iii) les thèmes transversaux. Dans chacun de ces domaines, les équipes de pays des OSR ont défini les réalisations stratégiques attendues: promotion de systèmes alimentaires durables pour des régimes alimentaires plus sains, appui aux agriculteurs pour une production adaptée et une productivité accrue, collaboration étroite avec le Gouvernement kényan et des partenaires pour l'inclusion économique des réfugiés et l'amélioration des systèmes de protection sociale aux fins de l'inclusion des populations pauvres des zones rurales. Les OSR ont également joué un rôle particulièrement essentiel dans le travail réalisé pour aider le Gouvernement à planifier et mener à bien des dialogues sur les systèmes alimentaires dans tout le pays ainsi qu'à élaborer une note d'information.

Défis, facteurs favorables et enseignements tirés: Un rapport sur les nouveaux progrès accomplis sera communiqué l'année prochaine, car les équipes des OSR au Kenya élaboreront à la fin de l'exercice financier une note conjointe qui mettra en avant les grandes réalisations et les principaux enseignements à retenir afin de renforcer la collaboration.

III. La voie à suivre

23. Les cinq priorités à plus long terme définies dans le rapport de situation de l'année dernière, qui sont exposées dans le chapitre I, s'inscrivent dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement et continueront de ce fait à structurer l'orientation stratégique de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Les OSR ont des missions importantes à mener à bien après la pandémie de covid-19, au rang desquelles leur collaboration dans le cadre des suites à donner au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et la poursuite de leur coopération dans la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

24. S'ils reconnaissent que les partenariats multipartites sont essentiels pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition, les OSR tirent parti de leurs avantages comparatifs, de leurs modalités opérationnelles complémentaires ainsi que de leurs compétences techniques pour réfléchir à des activités de planification et de programmation à mener en collaboration, les faire progresser et les mettre en œuvre, et pour examiner conjointement la possibilité de faire appel à de nouveaux fonds et mécanismes de financement, l'objectif étant d'améliorer l'efficacité et de renforcer les effets sur le terrain, conformément aux priorités nationales des Membres.

25. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a, dans une large mesure, permis aux OSR de mettre davantage à profit l'appui apporté aux gouvernements nationaux dans la concrétisation du Programme 2030 en définissant une approche fondée sur les systèmes alimentaires perfectionnée, qui les rendra plus durables. S'agissant de la coordination des suites données au Sommet, les OSR encadreront un mécanisme de suivi à l'échelle du système des Nations Unies qui tirera parti des atouts opérationnels et techniques existants et qui s'appuiera sur l'ensemble des moyens dont disposent les Nations Unies pour contribuer collectivement à la transformation des systèmes alimentaires.

26. Sachant qu'il peut être difficile d'obtenir des résultats communs dans différents contextes d'intervention nationaux, les OSR se donnent pour ambition de mobiliser conjointement des ressources, y compris par l'intermédiaire de mécanismes de financement des Nations Unies et de possibilités de financement commun. Ils aspirent aussi à améliorer la coordination dans les dialogues sur les politiques et les structures de partage de connaissances et de communication interinstitutions à tous les niveaux ainsi qu'avec les Membres.

27. Les OSR continueront à améliorer l'efficacité et accroître la synergie entourant leurs activités et à réaliser des progrès en rapport avec les cinq priorités à plus long terme qui ont été convenues en 2020: i) poursuivre les efforts visant à renforcer leur collaboration dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies; ii) concevoir, développer et appuyer ensemble des activités concrètes pour donner suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires; iii) poursuivre l'action commune engagée dans les quatre domaines de collaboration dans le contexte de la covid-19; iv) rechercher des possibilités de financement conjoint pour faire avancer la collaboration; v) mettre à profit les connaissances et institutionnaliser la collaboration dans tous les domaines convenus.